

Petite revue de philosophie

Commentaire sur « Le nucléaire et l'opinion publique » d'Andrée Robard

Pierre Blackburn

Volume 1, Number 2, Winter 1980

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1105707ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1105707ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collège Édouard-Montpetit

ISSN

0709-4469 (print)

2817-3295 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Blackburn, P. (1980). Commentaire sur « Le nucléaire et l'opinion publique »
d'Andrée Robard. *Petite revue de philosophie*, 1(2), 41–50.
<https://doi.org/10.7202/1105707ar>

**Commentaire sur “Le nucléaire et l’opinion
publique” d’Andrée Robard**

Pierre Blackburn

*Étudiant au département de philosophie de
l’Université de Sherbrooke*

En lisant l'article d'Andrée Robard, paru dans le premier numéro de la revue, je me suis vite aperçu que quelque chose clochait. La bibliographie m'indiqua immédiatement la source de ce malaise: on y retrouvait six sources gouvernementales ou para-gouvernementales, trois sources de milieux industriels, un article du devoir citant un rapport de la Commission de contrôle de l'énergie atomique du Canada (qui après vérification se révéla être le "fameux" rapport Inhaber), et un document que l'on peut qualifier d'anti-nucléaire publié par l'alliance Tournesol. Je vais donc remédier dans le présent article au manque de représentation de la position anti-nucléaire dans le précédent, tout en essayant de montrer le type d'impasses qu'engendre un débat comme celui-là.

Débutons par un petit combat de références qui est nécessaire pour établir les “faits” ainsi que pour amorcer la réflexion qui suivra.

“En troisième lieu, les gens en faveur d’un développement de l’énergie nucléaire font remarquer le peu d’accidents survenus dans le domaine de l’énergie nucléaire”¹. Il suffit en ce qui concerne ce point, de souligner que *quelques livres* ont été écrits non pas sur les dangers possibles, mais sur les accidents qui se sont produits. Notons entre autres, le *Répertoire des accidents nucléaires 1945-1974*², qui en dénombre plus de cent cinquante dont six au Canada (et dont la grande majorité se sont produits récemment).

Pour éclairer le point précédent, on avait cité un article de Gilles Provost du Devoir, où était résumé un rapport de la Commission de contrôle de l’énergie atomique du Canada. Quoique le rapport ne soit pas identifié dans l’article, j’ai pu l’identifier comme étant le rapport Inhaber (du nom de son auteur Herbert Inhaber). Ce rapport, où l’on “démontrait” les mérites du nucléaire par rapport aux sources conventionnelles et alternatives d’énergie, a suscité le commentaire suivant de John Holdren qui est un professeur en énergie et ressources à l’Université de Berkeley (et qui est lui-même cité dans le rapport Inhaber): “Le rapport Inhaber est de loin le document

1. Andrée Robard, “Le nucléaire et l’opinion publique”, La Petite Revue de Philosophie, vol. 1, no 1, automne 1979, p. 51.

2. G. Chaussée, *Répertoire des accidents nucléaires 1945-1974*, Château Renard, Presses de Château Renard, 1978.

technique le plus incompétent qui ait jamais été distribué par des adultes”³.

Dans le livre que l'Energy and Resources Group de Berkeley a publié suite au rapport Inhaber⁴, on peut lire par exemple: “In every section I have examined in detail (I have had neither the time nor the stomach to analyse them all), I have found not only misreadings and misrepresentations of the literature cited (including my own work), but also double counting, arbitrary upward “correction” factors, and glaring calculational errors of the most elementary sort for example, transpositions of units, confusion of energy and power, and arithmetics mistakes”⁵. Par ailleurs, Anne et Paul Erlich ont eux aussi dénoncé les erreurs flagrantes et les manipulations de données et d'analyses⁶ faites par ce qu'Andrée Robard nomme des “scientifiques responsables”⁷. Notons qu'on peut bien se demander de quoi ces scientifiques sont responsables... De leur emploi? De leur subvention?

Ainsi, dire que “les dangers écologiques soulignés par les groupes anti-nucléaires ne reflètent que peu la réalité

3. John Holdren, cité dans Art Kilgour, “A Tale of Two Complicities”, The Birch Bark Alliance, vol. 2, no 2, été 1979, p. 11. Traduction libre.

4. John Holdren, *Risk of Renewable Energy Sources: a Critic of the Inhaber Report*. On peut se procurer ce livre directement de l'Energy and Resources Group, room 100, building T-4, University of Berkeley, California, 94720.

5. Art Kilgour, *op. cit.*, p. 11. Traduction libre.

6. Anne et Paul Erlich, “The Inhaber Report”, The Mother Earth News, no 58, juillet-août 1979, p. 116-117.

7. On peut lire à ce sujet l'article de David W. Livingstone et Richard V. Mason, “Ecological Crisis and the Autonomy of Science in Capitalist Society: a Canadian Case Study” paru dans la revue Alternatives publiée par l'Université Trent de Peterborough, vol. 8, no 1, hiver 1978, p. 3-11.

scientifique"⁸, est tout à fait faux. On pourrait aussi souligner, entre autres, le livre *Electronucléaire: Danger*⁹, publié par un groupe de physiciens français réunis sous le nom de Groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire, qui essaie, avec des moyens financiers limités, de donner l'envers de la médaille aux citoyens souvent en proie à l'information de scientifiques dont le salaire dépend de certaines industries. De toute façon, ceci se reflète aussi dans le cas du rapport Inhaber dont les conclusions ont été grandement publicisées mais dont le contenu a été moins mis en évidence étant donné le manque total de rigueur dont il fait preuve.

Andrée Robard cite aussi W. Paskievici: "Notons, en passant, qu'aucun accident mortel attribué à la radioactivité n'a jamais été enregistré pour les réacteurs commerciaux, ni qu'aucune action en justice pour des dédommagements dus aux effets de la radio-activité des centrales nucléaires n'a encore été intentée"¹⁰. Ceci était peut-être vrai lors de la parution de l'article de Paskievici en 1976 (ce serait toutefois à vérifier) mais aujourd'hui, c'est tout à fait faux. Notons, entre autres, le cas du procès contre la Kerr-McGee Corporation de l'Oklahoma, intenté par les enfants de Karen Silkwood. Cette dernière, qui était une technicienne travaillant pour la compagnie, a été assassinée alors qu'elle possédait des documents incriminant sa compagnie contre laquelle elle avait décidé d'intenter une poursuite. Le 3 avril dernier, ses trois enfants

8. Andrée Robard, *op. cit.*, p. 54.

9. Groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire, *Electronucléaire: Danger*, Paris, Seuil, 1977.

10. W. Paskievici, L'ingénieur, sept.-oct. 1976, p. 25. Cité dans Andrée Robard, *op. cit.*, p. 52.

se sont vus accorder onze millions de dollars en dommages et intérêts par une cour des Etats-Unis¹¹.

Il est aussi à noter que les taux permisibles de radioactivité sont considérés par certains comme des "legalized permits to murder" et que les statistiques sur la radioactivité émise par les centrales nucléaires sont assez peu fiables lorsque l'on sait que l'on peut être averti d'avance (c'était le cas de la centrale où travaillait Karen Silkwood) des visites des inspecteurs. On peut aussi remarquer dans le numéro de septembre-octobre de la revue Droits et Libertés publiée par la Fédération canadienne des Associations des Droits de l'Homme, un article où il est question des nouvelles mesures prises pour sélectionner les employés travaillant pour Kerr-McGee Corporation: "Des ouvriers de l'usine de traitement des combustibles nucléaires Kerr-McGee à Cimarron, Oklahoma, ont été obligés de passer des tests de détecteur de mensonges avant de pouvoir travailler; ceux qui ont refusé de passer ces tests ont été transférés à des emplois subalternes. Les ouvriers se sont vus demander entre autres, s'ils avaient eu des conversations avec des reporters de journaux, s'ils étaient membres d'un syndicat, s'ils avaient participé à des activités anti-nucléaires, et s'ils avaient eu des relations sexuelles avec d'autres employé(e)s de l'usine"¹². Ceci se passe de commentaires, cependant j'ajouterai encore que l'on peut facilement comprendre que les indiens Navaho de l'Arizona aient quelques réticences à poursuivre la United

11. Ada Sanchez, "The Silkwook Verdict", Greenpeace Chronicles, no 18, août 1979, p. 6-11. Voir aussi Charles Brabazon, "The Nuclear State: Civil Liberties Wasteland", Droits et Libertés, no 32, sept.-oct. 1979, p. 4-14.

12. Charles Brabazon, *op. cit.*, p. 7. Traduction libre.

Nuclear Corporation dont les activités en a tué indirectement plusieurs¹³.

- II -

L'on voit souvent une opposition entre le scientifique et le politique, l'économique et le moral. Cependant, comme nous l'avons vu plus haut, l'on ne doit pas dire que les scientifiques sont pro- ou anti-nucléaires. Ils sont partagés et il est étonnant que ce partage suive bien souvent la distinction entre scientifique engagé et payé par les industries ou par le gouvernement, et scientifique "autonome" ou engagé par un service de protection de l'environnement... (et encore là!) D'où vient cette divergence d'idées, d'analyses et même ces "combats de sources", chez des scientifiques qui pourtant se targuent d'objectivité?

Évidemment, toutes les personnes ont une vision du monde (si ce n'est un employeur) à défendre et à promouvoir. Or en ce qui concerne le problème du nucléaire, les visions du monde impliquées de part et d'autre ne sont-elles pas précisément en conflit en ce qui a trait à l'économie, la politique et l'organisation de la société en général?

Un autre exemple de conflit presque exactement semblable est celui entre, d'une part, la Food and Drug administration américaine et la National Academy of Science et, d'autre part, le National Cancer Institute et le Center for

13. David Burckhalter, "Navahos Led Up Yellowcake Road", Greenpeace Chronicles, no 20, oct. 1979, p. 8-9.

Science in the Public Interest¹⁴. Il y a là, comme ailleurs, conflit entre visions du monde en tant qu'elles sous-tendent un projet de société. Or ces projets de société, dans le cas qui nous préoccupe, sont irréconciliables parce qu'ils s'appuient sur des principes différents et sur des mentalités totalement différentes. Qu'on ne vienne surtout pas dire qu'un écologiste soutient un projet alors que le "non-écologiste" est neutre, lui qui la plupart du temps se nourrit de "Progrès" pour maintenir la bonne santé de sa vision du monde.

Or ce qu'il faut bien saisir c'est qu'un scientifique qui tente de réfuter une position disons écologiste, en se basant sur le rapport Inhaber¹⁵, pose aussi un geste politique: il a une vision du monde à défendre ainsi qu'une vue idéalisée d'un projet de société auquel il tient; c'est dans la tentative qu'il fait de passer de ce qu'il pense exister (sa vision du monde) à ce qu'il voudrait voir exister (son projet de société) qu'il se débarrasse de son objectivité pour rencontrer sa subjectivité à l'intérieur de l'économie politique de ses idéaux.

14. On peut voir plusieurs publications à ce sujet. Un ouvrage écrit par un ancien membre de la FDA est assez révélateur: Jacqueline Verret et Jean Carper, *Eating may be Hazardous to your Health*, New-York, Doubleday, 1975. Jacqueline Verret, biochimiste et recherchiste pendant plus de quinze ans pour la FDA, montre bien les arguments utilisés de part et d'autre en ce qui a trait à la réglementation des additifs dans les aliments. On y retrouve des similarités évidentes avec les problèmes de l'utilisation nucléaire.
15. Il semble que le sort du rapport Inhaber ait aussi été partagé par le rapport Rasmussen de la Commission de Contrôle de l'Énergie Atomique du Canada. On peut voir à ce sujet Art Kilgour, *op. cit.* Pour ceux que la lecture du rapport Inhaber intéresserait, il est disponible chez Atomic Energy Control Board, P.O. Box 1046, Ottawa.

Ceci s'appliquera aussi à l'écologiste mais lui, habituellement, ne s'en cachera pas (d'où l'idée, propagée dans la contre-culture, du mutant). Pour Andrée Robard et pour bien d'autres, il semble qu'on puisse isoler l'*homo scientificus* et lui faire affronter l'*homo politicus* et que ce dernier serait, dans notre perspective, l'anti-nucléaire. Or quant à moi, j'oserais prétendre que l'*homo scientificus* le moins engagé en rapport avec l'*homo politicus* est l'anti-nucléaire qui, lui, n'a pas d'intérêts immédiats (d'ordre monétaire par exemple) à ce que son projet soit accepté.

Le problème du nucléaire, comme une foule d'autres problèmes de même type, ne se résoudra pas par un appel désespéré à la science qui imposerait le Vrai du haut de son tribunal normatif. Nous devons pour l'instant nous contenter de beaucoup moins et essayer de promouvoir les solutions les plus flexibles et les moins "ineffaçables". Or le choix du nucléaire se présente bien comme une solution sur laquelle il est impossible de revenir. La rationalité du choix que nous devons faire doit tenir compte de cela et ne pas se vautrer dans l'espoir, un peu flou, d'un futur toujours meilleur. Le choix est important vu qu'une des options est définitive et les positions respectives ainsi que les visions du monde qu'elles colportent et les projets de société espérés de part et d'autre doivent être bien mis en évidence.

Dans la mesure du possible, il faut isoler l'expérimentateur des influences étrangères pouvant influencer sur les résultats de l'expérience, son analyse et ses conclusions¹⁶; et

16. Ces influences étrangères sont analysées dans Livingstone et Mason, *op. cit.*

il faut bien se rendre compte que les facteurs intrinsèques à l'expérimentation (vision du monde, choix politico-sociaux) sont là pour y rester et qu'il faut en assumer la responsabilité et surtout ne pas se placer sous la couverture réconfortante de la Science. L'épistémologie politique alors démasquerait le scientifique en lui demandant: la Science, celle de qui? de quoi? pour le compte de qui?

